

BACCALAURÉAT GÉNÉRAL

SESSION 2006

SCIENCES ÉCONOMIQUES ET SOCIALES

Série : ES

DURÉE DE L'ÉPREUVE : 3 heures + 1 heure. – coefficient : 7 + 2

spécialité

L'usage de la calculatrice est strictement interdit.

Dès que ce sujet vous sera remis, assurez-vous qu'il est complet.
Ce sujet comporte 10 pages numérotées de 1/10 à 10/10.

Pour l'enseignement obligatoire, le candidat traitera au choix soit la dissertation, soit la question de synthèse.

Pour l'enseignement de spécialité, le candidat traitera au choix soit le sujet A, soit le sujet B.

Il est demandé au candidat :

- *de répondre à la question posée explicitement ou implicitement dans le sujet ;*
- *de construire une argumentation à partir d'une problématique qu'il devra élaborer ;*
- *de mobiliser des connaissances et des informations pertinentes pour traiter le sujet, notamment celles figurant dans le dossier ;*
- *de rédiger en utilisant un vocabulaire économique et social spécifique et approprié à la question, en organisant le développement sous la forme d'un plan cohérent qui ménage l'équilibre des parties.*

Il sera tenu compte, dans la notation, de la clarté de l'expression et du soin apporté à la présentation.

SUJET

Assiste-t-on à une transformation du rôle des syndicats aujourd'hui ?

DOCUMENT 1

Le chômage et la crise de l'emploi font peser sur les salariés une menace importante et sont un frein pour la mobilisation. [...] Ils mettent en difficulté l'organisation des syndicats français, appuyée sur les métiers et les filières professionnelles : la recomposition des secteurs d'activité, la montée des nouvelles formes d'emploi obligent à des arbitrages nouveaux au sein des centrales syndicales. [...]

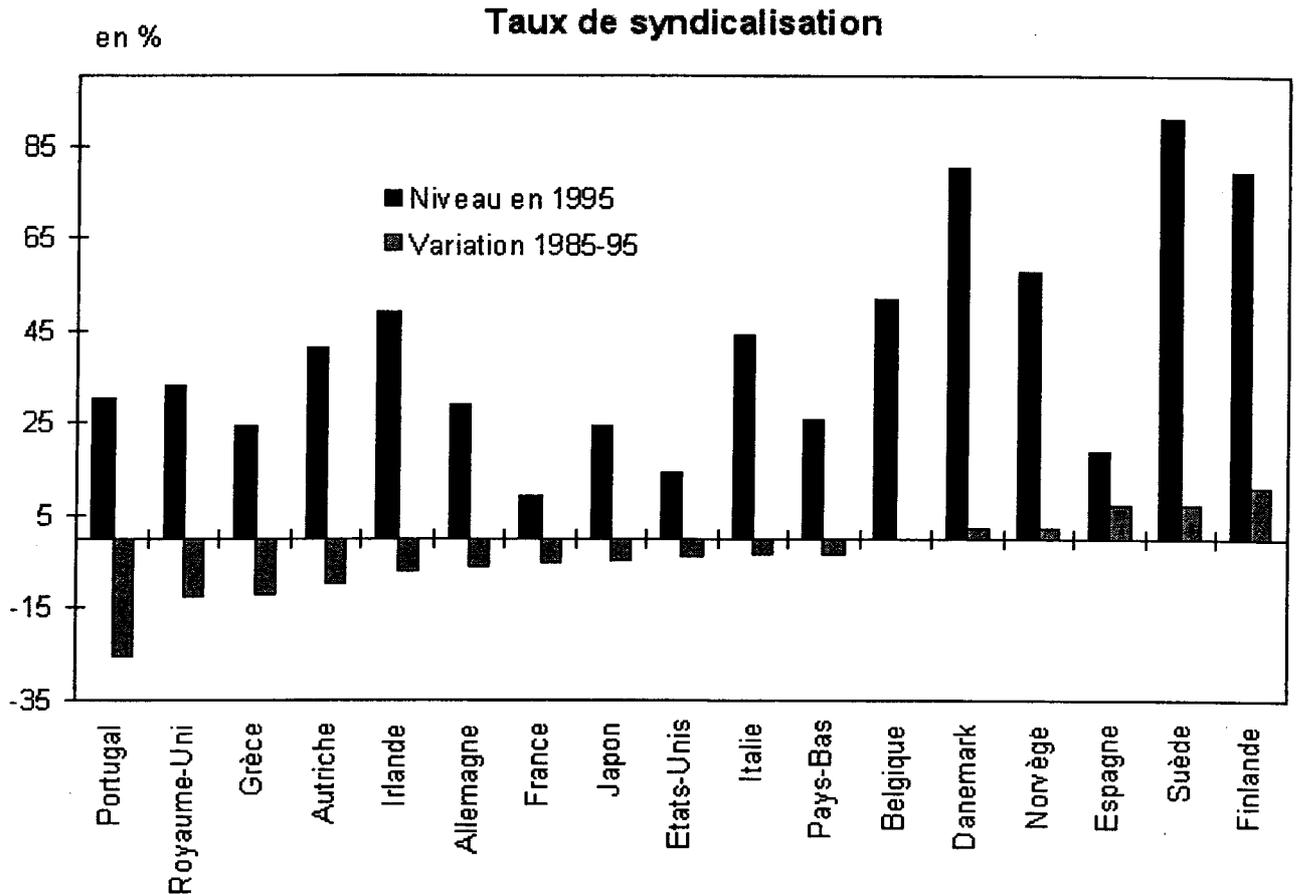
On a pu souvent s'étonner de la retenue des organisations syndicales sur les thèmes de l'emploi, qui tranche avec les traditions revendicatives en matière salariale. [...]

Certains ont pu aller jusqu'à conclure [...] que les organisations syndicales se préoccupaient essentiellement des ressources des travailleurs en poste même si le maintien de ces niveaux de salaire pouvait contribuer à la dégradation de l'emploi.

Une fois chômeurs, les salariés seraient dépourvus de représentation et d'organisation collective.

Source : Margaret MARUANI et Emmanuèle REYNAUD, *Sociologie de l'emploi*, Éditions La Découverte, collection repères, Paris, 2004.

DOCUMENT 2



Source : Rapport d'information 388, délégation du Sénat pour l'Union Européenne, 1998.

DOCUMENT 3

On observe que l'influence et le pouvoir d'un syndicat ne se réduisent pas au simple comptage de ses membres. [...] D'autres facteurs doivent être pris en compte. [...]

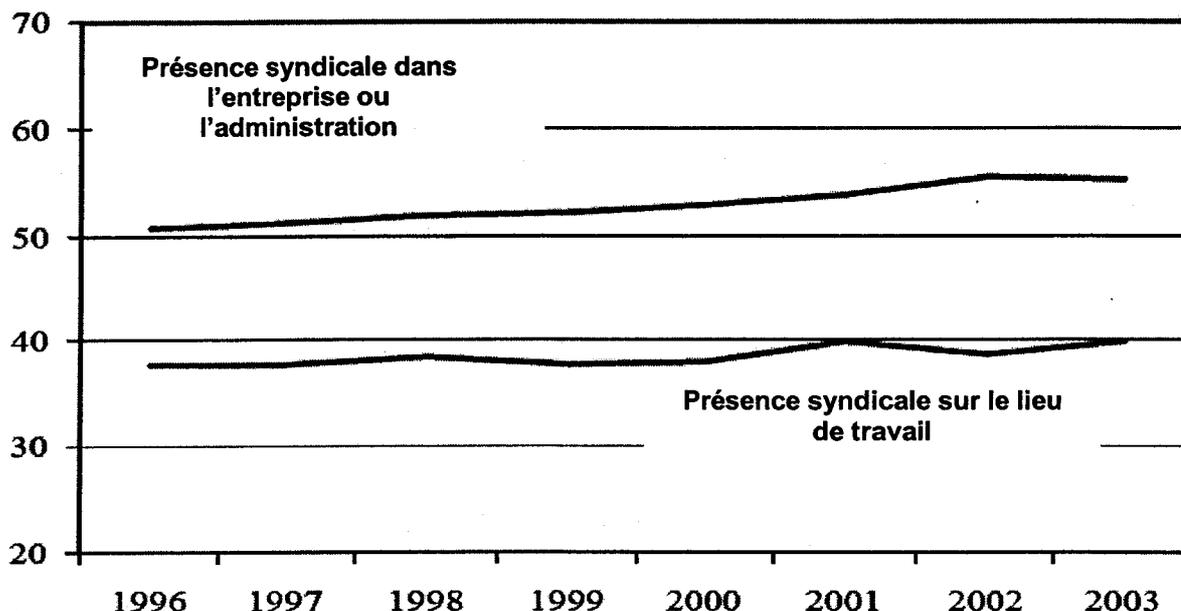
Malgré leur apparent déclin, les organisations syndicales participent aujourd'hui encore à des fonctions essentielles des relations professionnelles, qu'aucune institution ne paraît en mesure de remplir à leur place. Ces fonctions sont au moins au nombre de trois :

- la première est démocratique : donner la parole dans la vie professionnelle à tous ceux qui travaillent ou qui veulent travailler ;
- la deuxième est économique : contribuer à une répartition équitable des fruits de la croissance ;
- la troisième est sociale : constituer un facteur de cohésion sociale en contribuant à la lutte contre l'exclusion, la violence, les désordres sociaux et la pauvreté.

Source : Synthèse du rapport annuel du BIT « le travail dans le monde – relations professionnelles, démocratie et cohésion sociale », 1997-1998.

DOCUMENT 4

La représentation syndicale des salariés (1996-2003) (en pourcentage)



Lecture : en 2002, 55,2 % des salariés déclarent qu'un syndicat est présent dans leur entreprise ou leur administration, contre 50,6 % en 1996.

Champ : salariés.

Source : Enquêtes Permanentes sur les Conditions de Vie des Ménages de 1996 à 2003, dans Premières Synthèses, octobre 2004 DARES, Insee.

DOCUMENT 5

Le rôle des syndicats, en tant qu'organismes de gestion et de régulation, ne peut que s'accroître.

Dès aujourd'hui, les tâches de représentation dans l'entreprise, mais surtout dans une multitude d'institutions économiques et sociales, absorbent d'ailleurs l'essentiel du temps des militants et des permanents, dans le secteur privé comme dans le secteur public. [...] On recense ainsi près de 12000 administrateurs syndicaux dans les caisses primaires d'assurance maladie et dans les caisses d'allocations familiales ; 10000 conseillers prud'hommes ; des milliers de représentants syndicaux dans les organismes chargés de l'emploi, de la formation, du logement, des retraites. [...]

La représentation dans l'entreprise est d'un autre ordre. [...] Les syndicats sont considérés, dans ce cadre, comme des acteurs sociaux en interaction avec d'autres acteurs (les directions d'entreprise), ils s'insèrent dans un système de relations professionnelles construit autour de conflits et de négociation. [...]

Dans un cas, le syndicat est un acteur propre autonome, participant à la régulation des rapports sociaux. [...]

Dans l'autre, il joue le rôle d'une sorte de « fonctionnaire du social », exerçant des tâches d'intérêt général.

Source : Pierre ROSANVALLON, *La question syndicale*
Hachette Littératures, collection Pluriel, 1998.

DOCUMENT 6

Le poids relatif du groupe ouvrier dans la structure sociale décline depuis les années 60, ses effectifs chutent nettement depuis 1975. [...]

Cet éclatement accélère la crise du syndicalisme et le déclin du mouvement ouvrier. [...]

Le syndicalisme français n'a jamais été un syndicalisme de masse. [...] Il reste que durant les Trente Glorieuses, on pouvait parler de la force d'un syndicalisme « maigre » : des syndicats implantés dans de nombreuses entreprises, capables de conduire avec succès des actions, [...]. Ce syndicalisme, dominé par les ouvriers professionnels et les personnels du public, avait fini par ménager une place aux OS et aux travailleurs immigrés.

Avec le chômage, la précarisation, un rapport défavorable aux salariés, les années 1980 et 1990 enregistrent une chute continue des adhérents [...].

Délocalisations et reconversions industrielles ont entraîné la disparition de nombreuses bases ouvrières. Les actions revendicatives et les conflits se cantonnent essentiellement au secteur public. Exception faite des cheminots, ils concernent surtout les employés, les professions intermédiaires (infirmières) et les enseignants.

Source : Serge BOSCH, *Stratification et classes sociales, La société française en mutation*, Editions Nathan, 2001.

Question de synthèse étayée par un travail préparatoire

Il est demandé au candidat :

1. *de construire le travail préparatoire qui fournit des éléments devant être utilisés dans la synthèse.*
2. *de répondre à la question de synthèse,*
 - *par une argumentation assortie d'une réflexion critique, répondant à la problématique donnée dans l'intitulé ;*
 - *en faisant appel à ses connaissances personnelles ;*
 - *en composant une introduction, un développement, une conclusion pour une longueur de l'ordre de trois pages.*

Ces deux parties sont d'égale importance pour la notation.

Il sera tenu compte dans la notation de la clarté de l'expression et du soin apporté à la présentation.

THÈME DU PROGRAMME :

Intégration européenne et politiques économiques et sociales

I - Travail préparatoire (10 points)

Vous répondrez à chacune des questions en une dizaine de lignes maximum.

- 1) Expliquer pourquoi la « faiblesse des taux d'intérêt et l'absence d'inflation » peuvent être favorables à la croissance économique. **(document 1)** (2 points)
- 2) Donner la signification du nombre entouré dans le **document 2**. (1 point)
- 3) Peut-on dire que les objectifs en matière de croissance et d'inflation ont été réalisés dans la zone euro sur la période 1999-2003 ? **(documents 1 et 2)** (2 points)
- 4) Comment se situe la croissance économique dans la zone euro par rapport aux autres pays industrialisés qui apparaissent dans le **document 2** ? (2 points)
- 5) Les pays cités dans le document 3 respectent-ils les contraintes de déficit public et de dette publique définies pour la zone euro ? (1 point)
- 6) Expliquer pourquoi la politique budgétaire restrictive pratiquée par certains pays européens a freiné la croissance économique de ces pays. **(document 4)** (2 points)

II - Question de synthèse : (10 points)

Après avoir présenté les effets positifs attendus des politiques monétaire et budgétaire menées dans la zone euro, vous en montrerez les limites.

DOCUMENT 1

D'abord, la fin de l'instabilité des taux de change stimulera les échanges et donc la production des entreprises européennes. Ensuite, les taux d'intérêt faibles et l'absence d'inflation dans tous les pays de la zone euro favoriseront l'activité puisque les agents trouveront facilement des ressources peu coûteuses pour consommer ou investir. La baisse des taux et la réduction des déficits publics enclencheront aussi un cercle vertueux permettant d'alléger la charge de la dette [...]. Ces mécanismes redonnent une marge de manœuvre aux pouvoirs publics en faveur de l'emploi.

Plus généralement, l'Europe de l'euro sera un ensemble économique qui attirera non seulement l'épargne mondiale, mais aussi les entreprises qui y trouveront de nombreuses opportunités d'investissements.

* Taux d'intérêt nominaux.

Source : Serge MARTI, Vanessa RAGOT, *L'euro en poche*, La Documentation française, 1997.

DOCUMENT 2

Taux de croissance annuel moyen du PIB (en %) et taux d'inflation annuel moyen (en %)

	Etats-Unis		Royaume-Uni		Zone euro		Japon	
	Taux de croissance	Taux d'inflation						
1994-1998	4,34	2,42	3,72	2,72	2,08	2,12	1,42	0,62
1999-2003	2,74	2,46	2,46	2,30	1,92	2,10	1,20	-0,56

Source : OCDE, *Perspectives économiques 2003*, décembre 2003, Jean-Luc BIACADE, *Quel bilan économique pour la zone euro ?*, Cahiers français n° 319, avril 2004.

DOCUMENT 3

Déficit public (%PIB) et dette publique (%PIB) dans quelques pays de la zone euro

	1990		2000		2003	
	Solde ⁽¹⁾ public	Dette publique	Solde ⁽¹⁾ public	Dette publique	Solde ⁽¹⁾ public	Dette publique
Allemagne	- 1,97	41,5	+ 1,33	60,9	-3,82	65,2
Finlande	5,47	16,7	7,09	53,2	2,11	51,5
France	-2,09	39,5	-1,40	66,2	-4,14	71,2
Italie	- 11,77	112,5	- 0,67	124,5	- 2,49	120,9

⁽¹⁾ Il y a déficit si le solde est négatif et excédent si le solde est positif.

Source : OCDE, *Panorama des statistiques de l'OCDE*, 2005.

DOCUMENT 4

La politique budgétaire a donc été globalement moins restrictive qu'annoncée dans les Programmes de stabilité de décembre 2003, qui prévoyaient un déficit de la zone euro en baisse à 2,4% pour une croissance de 1,9%. Le strict respect de la limite de 3% du déficit aurait induit une impulsion négative d'au moins 0,5 point de PIB, compromettant la reprise déjà anémique⁽¹⁾ de la croissance de la zone. Le non-respect des engagements n'a pas pour autant impulsé la croissance dans la zone euro. Dans les pays à la traîne, le blocage de la demande intérieure a répondu à des ajustements budgétaires, qui ont empêché la transmission d'une contribution plus positive des échanges. C'est le cas, aux Pays-Bas et en Allemagne [...].

⁽¹⁾ anémique : faible

Source : Paola MONPERRUS-VERONI, *Les politiques budgétaires dans la zone euro*, OFCE, *L'économie française 2006*, La Découverte, 2005.

Durée : 1 HEURE

Le candidat traitera, au choix, l'un des deux sujets suivants :

SUJET A

Ce sujet comporte un document

THÈME DU PROGRAMME :

Conflits de classe et changement social

DOCUMENT

En achetant la force de travail de l'ouvrier et en la payant à sa valeur, le capitaliste, comme tout autre acheteur, a acquis le droit de consommer la marchandise qu'il a achetée ou d'en user. [...]

Nous avons vu que la *valeur de la force de travail* ou, pour employer une formule plus courante, la *valeur du travail*, est déterminée par la valeur des objets de première nécessité, c'est-à-dire par la quantité de travail nécessaire à leur production. Si donc, dans un pays déterminé, la valeur moyenne des objets de première nécessité qu'emploie journalièrement l'ouvrier était de 6 heures de travail, exprimée par 3 shillings, l'ouvrier devrait travailler 6 heures par jour pour créer l'équivalent de son entretien journalier. Si la journée entière de travail s'élevait à 12 heures, le capitaliste lui paierait la valeur de son travail en lui donnant 3 shillings. La moitié de la journée de travail serait du travail non payé [...].

Supposons maintenant que, [...] grâce à la productivité accrue du travail, la même quantité moyenne de moyens de subsistance journalièrement nécessaires pourrait tomber de 3 shillings à 2, c'est-à-dire n'exiger que 4 heures de la journée de travail au lieu de 6 pour produire l'équivalent de la valeur quotidienne de ces moyens de subsistance. L'ouvrier serait alors en mesure d'acheter avec 2 shillings exactement autant de denrées de nécessité courante qu'il en pouvait acheter précédemment avec 3 shillings. En fait, la valeur du travail aurait baissé, mais cette valeur diminuée représenterait la même quantité de marchandises qu'auparavant. [...]

Nous avons supposé jusqu'à maintenant que la journée de travail a des limites déterminées. Cependant, elle n'a pas, par elle-même, de limites constantes. Le capitalisme s'efforce constamment de l'allonger jusqu'à la limite physique extrême du possible, car c'est dans la même proportion qu'augmentent le surtravail et, partant, le profit qui en résulte. Plus les capitalistes réussissent à prolonger la journée de travail, plus grande est la quantité qu'ils peuvent s'approprier du travail d'autrui.

Source : Karl MARX, *Salaire, prix et profit*, (1^{ère} édition 1865), Éditions du peuple, Pékin, 1970.

QUESTIONS

- 1) À l'aide de vos connaissances et du **document**, vous expliquerez le mécanisme de l'exploitation chez Karl MARX. (9 points)
- 2) Par quels moyens le capitaliste peut-il augmenter la plus-value ? (6 points)
- 3) Développer un argument montrant les limites de l'analyse marxiste de l'exploitation. (5 points)

SUJET B

Ce sujet comporte deux documents.

THÈME DU PROGRAMME :

Échange international et croissance

DOCUMENT 1

Si, par l'accroissement du commerce étranger, [...] on peut fournir aux travailleurs la nourriture et les autres objets de première nécessité à plus bas prix, les profits hausseront [...]. Les vues de l'intérêt individuel s'accordent parfaitement avec le bien universel de toute la société. C'est ainsi qu'en encourageant l'industrie, en récompensant le talent, et en tirant tout le parti possible des bienfaits de la nature, on parvient à une meilleure distribution et à plus d'économie dans le travail. En même temps l'accroissement de la masse générale des produits répand partout le bien-être ; l'échange lie entre elles toutes les nations du monde civilisé par les nœuds communs de l'intérêt, par des relations amicales, et en fait une seule et grande société. C'est ce principe qui veut qu'on fasse du vin en France et en Portugal, qu'on cultive du blé en Pologne et aux États-Unis, et qu'on fasse de la quincaillerie et d'autres articles en Angleterre.

David RICARDO, *Des principes de l'économie politique et de l'impôt*, GF-Flammarion, Paris 1977, (première édition 1817).

DOCUMENT 2

Peut-on remettre en cause le paradigme¹ du libre-échange ? [...]. Un doute s'insinue au fur et à mesure que le débat sur les délocalisations s'amplifie et que certains types d'emplois disparaissent ou sont transférés à l'étranger [...]. Paul Antony Samuelson [...] considère [...] que si des progrès techniques interviennent rapidement en Chine dans le bien pour lequel les États-Unis avaient à l'origine l'avantage comparatif, alors le gain peut se muer en perte permanente de revenu réel. [...] Il en serait ainsi dans la mesure où les transferts de technologie et le rythme du progrès technique gagneraient des secteurs dans lesquels l'Amérique, l'Europe ou le Japon avaient l'avantage. Il y aurait alors détérioration des termes de l'échange pour ces pays et un gain net irait, dans ce cas, à la Chine.

¹ *Paradigme : Théorie*

Henri BOURGUINAT, « *Un libre-échange au-dessus de tout soupçon ?* », Le Monde Economie, mardi 3 mai 2005.

QUESTIONS :

- 1) À l'aide de vos connaissances et du **document 1**, vous présenterez les raisons pour lesquelles, selon RICARDO, la spécialisation internationale permet un gain mutuel à l'échange. (9 points)
- 2) Expliquer le mécanisme économique présenté dans la phrase soulignée. (**document 1**) (5 points)
- 3) Quelles sont les craintes, présentées dans le **document 2**, face à la perspective du développement du libre-échange ? (6 points)